



Organisation
internationale
du Travail

Investir dans le travail décent pour la justice sociale

Plaidoyer pour le financement de partenariats
avec l'OIT



Pour en savoir
plus, consultez le
site web
«Plaidoyer de
l'OIT»!



► SOMMAIRE

Investir dans le travail décent pour la justice sociale

► Pourquoi investir dans le travail décent?	04
► Le travail décent n'est pas seulement une expression à la mode	07
► La proposition de valeur de l'OIT	08
► Un engagement de longue date	09
► Lieux d'intervention de l'OIT	12
► Nos partenaires pour la justice sociale	14
► Investir pour un impact mondial	15
► Les modes de financement de l'OIT	16
► Nos partenaires incontournables	18
► Notre appel à l'action	22
► Contactez Peter	22

Domaines thématiques

► Favoriser une transition juste	24
► Réaliser le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement	36
► Améliorer le travail décent dans les contextes de crise et dans les domaines humanitaire, du développement et de la paix	48
► Améliorer la couverture de la protection sociale pour tous	60
► Éradiquer le travail des enfants et le travail forcé	72
► Promouvoir l'égalité de genre pour tous	86
► Favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et le développement des compétences	98

Pour aller plus loin

110



Pourquoi investir dans le travail décent?

Dans un monde marqué par les défis, nous nous trouvons à la croisée des chemins.

Le progrès économique et social a permis d'élever le niveau de vie et d'élargir les possibilités aux quatre coins du globe. Toutefois, depuis quelques dizaines d'années, l'ombre des **inégalités économiques croissantes** plane de manière inquiétante, révélant un contraste saisissant entre la fortune des un pour cent les plus riches et les moyens de subsistance de la majorité. L'impact sismique de la **pandémie de COVID-19** a mis en évidence des vulnérabilités dans notre tissu sociétal et économique, aggravées par la **flambée des coûts alimentaires et énergétiques**, **les événements météorologiques extrêmes et les conflits**. Du fait de cette confluence de facteurs, d'innombrables personnes se retrouvent en situation de difficulté, dans un contexte où la pauvreté, l'exclusion et les inégalités se creusent. Pour un bien trop grand nombre aujourd'hui, le rêve de justice sociale reste hors d'atteinte. Dans la quête d'une vie meilleure, la **dangerosité des conditions de travail** constitue un pilier fondamental.

**C'est plus qu'un simple travail;
c'est la voie de la dignité et de
l'inclusion, une passerelle vers
un avenir plus souriant**

Pourtant, en 2022, le constat était stupéfiant:

205 millions de personnes dans le monde restaient sans emploi

Et même pour les plus chanceuses qui avaient un travail,

Plus de 60 pour cent travaillent dans le secteur informel, souvent confrontés à des conditions de travail précaires

Le spectre menaçant des risques liés au climat et de l'instabilité ne fait qu'ajouter à l'incertitude économique. Des difficultés hélas exacerbées par des politiques qui laissent

Plus de 4 milliards de personnes sans accès à la protection sociale



Le travail décent n'est pas seulement une expression à la mode

Il est la cheville ouvrière du développement durable. L'incarnation d'une **approche qui place la personne au centre**, en défendant le bien-être humain et la justice sociale. Cette vision n'est pas seulement un idéal mais une réalité, profondément intégrée dans les objectifs de développement durable (ODD). Elle prône d'investir dans les espoirs, les rêves et la dignité des personnes à travers le monde.

La proposition de valeur de l'OIT

Fondamentalement, l'Organisation internationale du Travail (OIT), créée en 1919, incarne un engagement profond à renforcer **les droits du travail, la justice sociale et la qualité des perspectives d'emploi** à l'échelle mondiale.

Investie depuis longtemps dans la promotion des droits humains et de conditions de travail équitables, l'OIT demeure une force motrice pour façonner un monde dans lequel les individus puissent s'épanouir et se voir respectés sur leur lieu de travail. Dans le paysage actuel complexe, marqué par une accumulation de défis allant de l'instabilité géopolitique aux changements climatiques, en passant par les technologies transformatrices telles que l'IA, l'OIT joue un rôle central en tant que **boussole de transformations essentielles**.



Un engagement de longue date

Au cœur de notre mission se trouve la conviction que la paix universelle ne peut prospérer que si elle repose sur un socle de **justice sociale**.

Cette conviction guide l'OIT depuis sa création, avec en point de mire l'objectif ultime **d'améliorer les conditions de travail**. Ancré dans le principe de la liberté d'association, le pacte initialement établi par l'Organisation a favorisé un système de gouvernance unique, réunissant les gouvernements, les employeurs et les travailleurs sous une même bannière afin de s'attaquer aux problèmes sur lesquels l'OIT travaille encore aujourd'hui: des conditions de travail inacceptables, une insécurité généralisée, la privation et l'agitation sociale. **Le tripartisme**, concept novateur en son temps, est une méthode qui a rapidement fait ses preuves, nous rapprochant ainsi de l'objectif de justice sociale.

La coopération au développement est un moyen d'action essentiel qui contribue à **améliorer les moyens de subsistance des populations et à créer des emplois décents et productifs**.

Investir dans l'OIT n'est pas seulement une décision stratégique, c'est aussi un engagement à promouvoir des sociétés équitables et un développement durable.

Une structure tripartite

Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies **Notre programme commun** contient un appel retentissant à un renouvellement du contrat social fondé sur les droits humains au niveau national. Si cet appel a trouvé un large écho, le contenu de ce contrat social renouvelé suscite néanmoins des **points de vue très divers**.

Compte tenu de sa composition tripartite unique et de sa fonction d'institution normative, l'OIT joue un rôle central dans l'élaboration et la dynamisation de ces dispositifs. Cette approche distincte permet à l'OIT de mettre l'accent sur les priorités, de promouvoir la justice sociale et de faciliter le renouvellement du contrat social par le dialogue social.

Historiquement, même dans des situations où des points de vue opposés semblaient insurmontables et des décisions difficiles inévitables, les **gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs** ont su trouver un terrain d'entente à travers le dialogue social. Les accords tripartites issus de ces dialogues se sont révélés très précieux pour **instaurer la confiance, garantir l'inclusion et assurer la mise en oeuvre des politiques qui en sont nées**. Ce modèle de gouvernance a joué un rôle déterminant dans le respect des droits fondamentaux des travailleuses et travailleurs, le maintien d'institutions du marché du travail fonctionnelles et l'instauration de conditions propices à la création d'emplois, à la croissance inclusive et au développement durable.

Notre force: la collaboration multipartite

L'approche de l'OIT en matière de promotion du travail décent repose sur la **participation de multiples parties prenantes**. Elle interagit avec les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs de ses 187 États Membres, de même qu'avec les Nations Unies et d'autres partenaires de développement. En ralliant l'expertise, les ressources et les perspectives d'un large éventail de secteurs autour de l'objectif commun de justice sociale et de travail décent, l'OIT devient un moteur de changement et de progrès plus puissant.

La justice sociale, pilier fondamental d'un **multilatéralisme** plus cohérent, est intrinsèquement liée à la quête du travail décent dans une perspective de développement durable. L'OIT fournit un cadre indispensable pour renforcer le tripartisme et le dialogue social au sein d'un système multilatéral connecté.

Défendre les normes internationales du travail

Au coeur de la mission de l'OIT se trouve son rôle d'agence du système des Nations Unies, qui définit et promeut les **normes internationales du travail**. Ces normes servent de boussole aux fins de promouvoir la justice sociale et garantir des conditions de travail équitables dans le monde entier. En établissant des normes qui respectent les droits humains, promeuvent l'égalité de genre et défendent un emploi digne, l'OIT **guide les gouvernements, les employeurs et les travailleurs** vers la création d'environnements de travail inclusifs, sûrs et respectueux. Cette fonction soutient non seulement la coopération tripartite, mais contribue également au développement et à la stabilité des nations en général.

Dans le même temps, elle souligne l'importance d'incorporer ces droits dans **la législation, les politiques et les institutions nationales** afin de garantir non seulement un accès effectif aux services publics, mais aussi la réalisation des droits «habilitants» (qui favorisent la réalisation d'autres droits), tels que la liberté d'association, garantissant ainsi **une société plus équitable et plus juste**. Pour mener à bien ce travail, la coopération au développement est l'un des principaux moyens à la disposition de l'OIT.

Lieux d'intervention de l'OIT

L'OIT intervient dans des pays et des régions du monde entier afin de promouvoir le travail décent et la justice sociale. Sa présence mondiale couvre **l'Afrique, les Amériques, les États arabes, l'Asie et le Pacifique, ainsi que l'Europe et l'Asie centrale.**

L'impact de l'OIT ne se limite pas à de nobles idéaux; il est profondément ancré dans les communautés qu'elle dessert. Forte d'un réseau étendu – 67 pour cent de ses 3 605 employés travaillent dans plus de 40 bureaux extérieurs – l'organisation reste au plus près de la réalité sur le terrain.



L'OIT dispose d'un organisme de formation fort de près de 50 années d'expérience dans le domaine de l'apprentissage et de la formation innovante, le Centre international de formation de l'OIT (CIF-OIT), basé à Turin (Italie). Sa présence sur le terrain permet à l'OIT de travailler en collaboration avec les organismes locaux, en tirant parti de leurs connaissances pour **adapter les efforts** et les interventions déployés face à des défis et des opportunités uniques.

C'est ainsi que l'OIT parvient à véritablement améliorer les conditions de travail et le paysage sociétal en général. En s'associant à l'OIT, les organismes **accèdent à ce réseau** et bénéficient d'un ancrage dans l'économie mondiale.

Nos partenaires pour la justice sociale

C'est grâce au soutien d'un large éventail de partenaires financiers, couvrant diverses catégories, que l'OIT est en mesure de s'acquitter de sa mission de promotion du travail décent. Ces partenaires jouent un rôle central dans les initiatives de coopération au développement déployées par l'OIT; il s'agit notamment **de partenaires de financement bilatéraux, des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales, de bailleurs de fonds nationaux, d'acteurs privés/non étatiques** tels que les entreprises, les fondations et les universités, et **d'institutions financières internationales (IFI)**.

Le soutien financier apporté permet à l'OIT de réaliser des projets cruciaux dans plus de **140 pays et territoires**. Les gouvernements qui fournissent une aide publique au développement sont des contributeurs clés. Ils couvrent près de 65 pour cent de toutes les **contributions volontaires à l'OIT**, en complément des contributions obligatoires versées par les États Membres.

La collaboration de l'OIT avec les partenaires de développement ne se limite pas à un soutien financier. Elle implique un alignement étroit des **mesures politiques**, assorti des **ressources et capacités** nécessaires. La coopération Sud-Sud et triangulaire est une modalité importante pour faciliter les échanges entre pairs. Cette action concertée permet à l'OIT d'oeuvrer aux côtés de ses partenaires afin de promouvoir le travail décent en tant que droit humain fondamental et élément constitutif de la justice sociale, en l'intégrant dans des **programmes de développement plus larges à l'échelle mondiale**.

Dans cet effort collectif, **l'OIT tient une place centrale** en faisant le lien avec les partenaires financiers et les mandants dans la poursuite d'un objectif commun: améliorer les conditions de travail et les perspectives de carrière en tous points du globe. Ce **réseau de collaboration** veille au respect des principes du travail décent ainsi qu'au développement de sociétés inclusives et équitables aux quatre coins du monde.



Investir pour un impact mondial

Le financement de l'OIT est un investissement dans le travail décent, une composante fondamentale du développement durable et un facteur clé de tous les objectifs de développement durable (ODD). L'OIT et ses partenaires garantissent ainsi un avenir meilleur aux employeurs, aux travailleurs, aux sociétés et aux économies du monde entier. Avec sa structure tripartite qui favorise la collaboration, ses partenariats multipartites **qui stimulent le changement** et ses normes internationales du travail **qui promeuvent l'équité et la dignité humaine**, l'OIT joue un rôle catalyseur indispensable pour le progrès.

Alors que le monde est confronté à des défis planétaires tels que le changement climatique et les conflits, l'OIT soutient que les meilleures solutions consistent à transformer l'existence des populations en s'appuyant sur le pouvoir du travail décent et en restant résolument attaché à la cause de la **justice sociale**. L'OIT envisage un avenir offrant à chaque individu sans exception, où qu'il se trouve, **de l'espoir, une raison d'être et une vie meilleure**, grâce à un emploi digne et à une société juste.

Les modes de financement de l'OIT

L'OIT est financée au moyen de contributions fixées pour les États Membres et de contributions volontaires. Ces ressources permettent de faire avancer les priorités de l'OIT en matière de travail décent, telles qu'elles ont été établies aux niveaux national, régional et mondial en consultation avec ses mandants et énoncées dans son Programme et budget pour la période biennale concernée ainsi que dans les programmes par pays de promotion du travail décent. Grâce aux contributions volontaires, qui représentent près de la moitié de son budget total, l'OIT fait évoluer de manière positive l'existence des populations.

Contributions volontaires affectées

Les contributions volontaires affectées représentent un atout inestimable pour l'OIT. Ce soutien spécifique et limité dans le temps permet d'améliorer le quotidien des travailleuses et travailleurs. Les projets financés par des contributions volontaires affectées représentent près de 90 pour cent du portefeuille de l'OIT dédié à la coopération pour le développement. Ces contributions sont orientées vers des projets spécifiques visant à produire des résultats tangibles en matière de travail décent.

Contributions volontaires légèrement affectées

Ce type de financement confère à l'OIT une certaine flexibilité, qui lui permet de faire progresser ses résultats et ses programmes à l'échelle mondiale. Les avantages en sont multiples, tels que de favoriser la cohérence des politiques sur les plateformes multilatérales, de mobiliser des ressources en faveur du travail décent et des ODD et de déployer l'assistance technique de l'OIT plus efficacement.

Contributions volontaires sans affectation déterminée

Neuf partenaires fournissent un financement sous forme de contributions volontaires de base (compte supplémentaire du budget ordinaire) à l'OIT, conformément au Pacte de financement des Nations Unies qui appelle à des financements prévisibles et flexibles pour des résultats et une efficacité accrues. Ces contributions non affectées renforcent non seulement la capacité de l'OIT à produire des résultats là où cela est nécessaire, mais réduisent également les coûts de transaction pour les partenaires et l'OIT, en rationalisant les processus financiers et d'établissement de rapports. L'OIT est ainsi en mesure d'allouer efficacement les ressources, de faire progresser sa mission et de saisir les opportunités stratégiques de partenariats et de financement.

Contributions fixées

Les contributions fixées sont des contributions obligatoires versées par tous les États Membres de l'OIT selon le barème des quotes-parts adopté par les Nations Unies. Elles représentent près de la moitié des ressources totales dont dispose l'organisation. Associées aux contributions volontaires, les contributions fixées financent les priorités de l'OIT énoncées dans son Programme et budget.

Nos partenaires incontournables

Dans tout ce qu'accomplit l'OIT, le partenariat est la clé. La présence de l'OIT dans le monde entier lui assure une expertise poussée qui couvre à la fois les connaissances théoriques et l'expérience pratique dans divers contextes et enjeux de développement. Sa crédibilité de longue date lui confère naturellement une place de choix dans le contexte de la collaboration mondiale.

Les gouvernements

Établir des partenariats efficaces pour faire avancer les efforts de développement de l'OIT. Les gouvernements soutiennent l'OIT en participant activement à l'élaboration des politiques, en finançant des programmes et des initiatives et en collaborant à la promotion du travail décent et de la justice sociale à l'échelle mondiale. Il convient de noter que plus de 60 pour cent des contributions volontaires à l'appui de ces efforts proviennent des contributions des gouvernements.

Exemples

- TRIANGLE dans l'ASEAN
- Programme de partenariat OIT/Chine pour le renforcement du développement des compétences au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Myanmar par le biais de la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST)
- Skills Development and Responsible Business Conduct (Développement des compétences et conduite responsable des entreprises)
- Améliorer la sécurité et la santé au travail des travailleurs dans certaines chaînes d'approvisionnement au Mexique – un projet du Fonds Vision Zéro
- Partenariat pour l'amélioration des perspectives des personnes déplacées de force et des communautés d'accueil (PROSPECTS)
- Labour Market Governance (Gouvernance du marché du travail)

Le système des Nations Unies

Rejoignez l'OIT afin de contribuer activement aux efforts collectifs déployés par les Nations Unies. En tant que membre de la famille des Nations Unies, l'OIT a renforcé l'importance des piliers du travail décent en tant qu'axes essentiels de l'assistance des Nations Unies. L'OIT participe à des programmes conjoints des Nations Unies et gère les allocations provenant des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires mondiaux et nationaux (MPTF). En 2022, l'ONU s'est classée quatrième au rang des auteurs de contributions volontaires au programme de coopération pour le développement de l'OIT, soulignant le rôle important qu'elle joue dans le soutien aux initiatives de l'OIT.

Exemples

- Programme commun des Nations Unies sur la protection sociale en Zambie (UNJPSP-II)
- Assistance technique à l'Institut national panaméen de formation et de renforcement des capacités pour le développement humain (INADEH)
- Accroître l'accès aux opportunités d'emploi pour la population urbaine vulnérable dans la ville de Bassorah en réponse à la crise de la COVID-19

Les autres organisations intergouvernementales

Collaborez avec l'OIT sur les questions liées aux politiques de travail décent qui sont importantes pour les États Membres organisés au sein d'organisations intergouvernementales. Ces organisations offrent un potentiel considérable pour renforcer la cohérence des politiques; leurs contributions permettent à l'OIT de tester des politiques et de démontrer ce qui fonctionne sur le terrain. Le partenariat avec l'OIT offre la possibilité de faire progresser les droits, la diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement, la protection sociale, la migration de main-d'œuvre sûre, l'autonomisation économique des femmes ainsi que les données et connaissances nécessaires à la mise en oeuvre d'une réforme historique du travail.

Exemples

- WAFIRA – Women As Financially Independent Rural Actors (Les femmes en tant qu'agentes rurales financièrement indépendantes)
- Dialogue social pour la formalisation et l'employabilité dans le voisinage méridional (SOLIFEM)
- E-MINDFUL: Enhancing European Migration Narrative to Develop Further Union's Long-term actions (projet visant à améliorer le discours autour de la migration en Europe)

- DATOS - Data Analysis to Observe Success (Analyser les données pour recenser les réussites)
- Ship to Shore Rights (Des droits à bord comme sur la terre)
- Évaluation de l'impact sur l'emploi pour maximiser la création d'emplois en Afrique (STRENGTHEN2)

Le secteur privé

S'agissant de la seule agence des Nations Unies proposant un cadre dans lequel les employeurs et les travailleurs travaillent aux côtés des gouvernements afin de faire avancer l'agenda du travail décent, les partenariats public-privé (PPP) jouent un rôle essentiel dans la réalisation de la mission de l'OIT. Dans un paysage mondial dynamique, les contributions du secteur privé à l'OIT vont au-delà du soutien traditionnel et englobent l'innovation, l'entrepreneuriat et des solutions sur mesure.

Exemples

- Élimination des pires formes de travail des enfants pendant la saison des récoltes de noisettes
- Inditex rejoint le Réseau mondial entreprises et handicap de l'OIT

Les fondations

L'OIT collabore avec des fondations philanthropiques et des fondations d'entreprises afin de mobiliser des subventions en faveur de projets de développement. Cette collaboration permet à l'Organisation de relever les défis mondiaux du travail et de la justice sociale, en tirant parti des ressources et de l'expertise en présence pour promouvoir le travail décent et des pratiques d'emploi équitables à l'échelle mondiale.

Exemples

- Young Futuremakers Malaysia: Promoting the career progression of young women through up/reskilling in STEM, including digital skills, and employment services (projet axé sur la promotion de l'avancement professionnel des jeunes femmes par le perfectionnement professionnel/la reconversion dans le secteur des STEM, y compris les compétences numériques, et les services de l'emploi)
- Comprendre et améliorer le travail des femmes sur les plateformes de travail numériques
- Projet Quality Apprenticeship and Lifelong Learning in China – Phase 2 (apprentissage de qualité et apprentissage tout au long de la vie en Chine)

Les institutions financières internationales

Embarquez pour un voyage transformateur aux côtés de l'OIT sur des sujets tels que l'énergie abordable et propre pour les micro et petites entreprises; les opportunités de travail décent dédiées aux femmes et aux jeunes; les infrastructures et l'innovation dans le contexte du développement rural; et bien d'autres. Collaborez avec l'OIT pour atteindre des objectifs communs en matière de réponses politiques globales qui défendent la justice sociale à travers la promotion du travail décent. L'engagement de l'OIT en faveur des normes du travail et du travail décent apporte une contribution essentielle à l'élaboration de cadres environnementaux, sociaux et de gouvernance solides.

Exemples

- Assistance technique au Projet d'Entrepreneuriat des Jeunes dans l'Agriculture et l'Agro-Business (PEJAB)
- Cibler les femmes par l'assurance inclusive
- Promouvoir l'approvisionnement responsable dans le secteur textile ouzbek en s'appuyant sur les outils du Programme Better Work de l'OIT

Les ONG, les établissements universitaires, les instituts de recherche et de formation et les partenaires sociaux

Collaborez avec l'OIT pour tirer parti de l'expertise et des relations sur le terrain et aborder des problématiques spécifiques liées au travail. Les établissements universitaires et les instituts de recherche apportent des connaissances et des données précieuses pour éclairer les politiques fondées sur des données probantes, tandis que les établissements de formation contribuent à renforcer les capacités des individus et des organisations dans le domaine du travail. Les partenaires sociaux, y compris les organisations d'employeurs et de travailleurs, jouent un rôle crucial dans l'élaboration de politiques favorisant des conditions de travail justes et équitables.

Exemples

- Climate risk adaptation and insurance in the Caribbean (Adaptation aux risques climatiques et assurance dans les Caraïbes)
- Sparking Disability Inclusive Rural Transformation (SPARK) (projet axé sur le développement rural intégrant le handicap)
- South-South Cooperation to Enhance the Institutional Capacities of Trade Unions in Asia and the Pacific (Coopération Sud-Sud pour renforcer les capacités institutionnelles des syndicats en Asie et dans le Pacifique)

Notre appel à l'action

Collaborez avec l'OIT pour soutenir un paysage politique plus unifié et étayer une base de ressources plus riche, plus prévisible et plus flexible.

Contactez Peter

Que vous vous interrogiez sur les modalités d'un financement, que vous compariez des initiatives de financement mondiales par rapport à des initiatives régionales, ou que vous souhaitiez présenter vos idées de partenariats ou de projets de coopération au développement, contactez l'OIT! Contactez directement Peter:



Peter Van Rooij, Directeur du Département des Partenariats multilatéraux et coopération pour le développement à l'OIT

 Peter Van Rooij
 Peter Van Rooij
 vanrooij@ilo.org

Domaines thématiques

L'OIT déploie des initiatives aux retombées importantes dans des domaines thématiques tels que la **protection sociale**, la **transition juste**, les **contextes de crise**, l'**éradication du travail des enfants et du travail forcé**, les **chaînes d'approvisionnement**, l'**égalité de genre** et l'**apprentissage tout au long de la vie**. Plongez-vous dans ces actions!

Chaque thématique contribue à bâtir un avenir plus équitable et durable.



Protection sociale



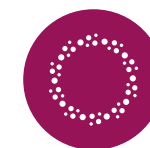
Transition juste



Égalité de genre



Contextes de crise



Apprentissage tout au long de la vie



Travail des enfants et travail forcé



Chaînes d'approvisionnement

Favoriser une transition juste



Chiffres clés

80 millions

Le défi

Avec la poursuite du réchauffement climatique et le stress thermique qui en découle, le temps de travail total pourrait reculer de 2,2 pour cent d'ici 2030, une perte équivalant à **80 millions d'emplois à temps plein**. Entre 2000 et 2015, les catastrophes ont fait perdre 23 millions d'années de vie active chaque année.

+ de 20 pays

Notre impact

L'OIT est à la tête de **l'initiative Action climatique pour l'emploi** des Nations Unies, qui encourage la collaboration mondiale entre les gouvernements, les partenaires sociaux et les agences des Nations Unies pour une transition juste. En 2021-2022, plus de 700 décideurs et praticiens ont mis au point des mesures de transition juste. Cet effort, qui associe le développement des capacités à l'assistance technique, a amené plus de 20 pays à appliquer des politiques affectant plus de 50 millions d'emplois.

100 millions

Ce dont nous avons besoin

La transition vers une économie circulaire et neutre sur le plan climatique pourrait entraîner **la création de 100 millions d'emplois d'ici 2030**, avec toutefois un risque de pertes d'emplois potentielles et d'inégalités. Des politiques délibérées sont essentielles pour aboutir à des résultats sociaux positifs et garantir l'équité. Dans le contexte d'une action climatique ambitieuse, il est essentiel d'assurer une transition juste.



**J'appelle tous les pays à suivre
les Principes directeurs de l'OIT
pour une transition juste vers
des économies et des sociétés
écologiquement durables pour tous.**

António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies
(Notre programme commun)

La contribution de l'OIT en faveur d'une transition juste

Le passage à une économie verte doit répondre au principe de transition juste incluant le travail décent.

L'OIT met l'accent sur l'interdépendance de la durabilité environnementale, du travail décent et de la justice sociale dans le contexte de la triple crise planétaire. Le changement climatique, la pollution et la perte de biodiversité menacent le travail décent et le développement durable, mettant ainsi à mal les perspectives d'emploi mondiales.

L'OIT plaide pour une transition juste, appuyant des économies écologiquement durables et inclusives et s'engage à créer des emplois décents, à réduire les inégalités et à veiller à ce que personne ne soit laissé de côté (Résolution de la CIT 2023). En s'appuyant sur les principes directeurs pour une transition juste approuvés par l'OIT et en collaborant avec ses partenaires, l'Organisation aide les pays à formuler et à mettre en oeuvre des politiques globales de transition juste. Ces politiques visent à maximiser les avantages pour l'emploi des actions en faveur du climat, à développer des compétences permettant d'occuper des emplois verts, à étendre la protection sociale et à faciliter le dialogue social inclusif en vue d'un large soutien.

Voici un aperçu des contributions de l'OIT:



Action climatique pour l'emploi

L'initiative Action climatique pour l'emploi, menée sous l'égide de l'OIT et approuvée par le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, intègre de manière transparente l'action climatique dans les efforts de promotion du travail décent. Cette initiative aide les pays à intégrer les principes de transition juste dans leurs politiques climatiques, y compris les contributions déterminées au niveau national élaborées dans le cadre de l'Accord de Paris. Elle agit comme un catalyseur pour les connaissances et le plaidoyer sur la transition juste à l'échelon mondial, réunissant divers alliés tels que les gouvernements, les partenaires sociaux, les agences des Nations Unies et les banques de développement multilatérales (BDM).



Partenariat des Nations Unies pour l'action sur l'économie verte (PAGE)

Le programme PAGE des Nations Unies place la durabilité au premier plan de l'élaboration des politiques économiques, avec le concours de cinq agences des Nations Unies (PNUE, PNUD, OIT, ONUDI et UNITAR) apportant des orientations politiques, des évaluations, un renforcement des capacités et des outils analytiques. Cet effort de collaboration aide les pays partenaires à opérer la transition vers une économie verte inclusive. Reconnu pour son action cohérente de soutien à la réalisation des objectifs de développement durable et des objectifs de l'Accord de Paris, le programme PAGE, lancé en 2013, est actif dans 22 pays. En proposant des évaluations, un soutien politique et la formation de plus de 31 000 personnes, il favorise la croissance économique tout en améliorant le bien-être, l'équité sociale et la durabilité environnementale.



Pour des moyens de subsistance résilients, la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique au Yémen – Programme conjoint (ERRY III)

En partenariat avec des bailleurs de fonds au sein de l'UE et en Suède, l'OIT participe à la troisième phase du programme ERRY III (Pour des moyens de subsistance résilients, la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique au Yémen). Lancée en mars 2022, cette initiative entend renforcer la résilience et l'autonomie des communautés touchées par la crise climatique au Yémen, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Fruit d'une collaboration entre la FAO, le PNUD et le PAM, le programme soutient les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et l'adaptation aux changements climatiques au profit de quelque 847 000 personnes, qu'il aide à se reconstruire tout en promouvant la paix au Yémen.



Le travail décent dans les solutions fondées sur la nature 2022

Le rapport souligne le potentiel des **solutions fondées sur la nature (SFN)** comme un moyen d'atteindre les objectifs de plusieurs accords mondiaux et de soutenir une transition juste vers une économie verte. Toutefois, il souligne qu'il n'existe actuellement **aucune garantie** que les SFN généreront du travail décent. Élaboré conjointement par l'OIT, le PNUE et l'UICN, ce rapport est le premier d'une série axée sur **le rôle des SFN en matière d'emplois, en particulier pour les populations vulnérables**. Il comporte des annexes présentant les résultats d'enquêtes auprès des parties prenantes, la méthodologie d'estimation de l'emploi dans les SFN, les classifications par pays et des études de cas sur la création d'emplois dans les SFN.

L'histoire de Bryan: plaidoyer pour une transition juste vers une économie verte

Grandir au coeur de la pollution à Houston

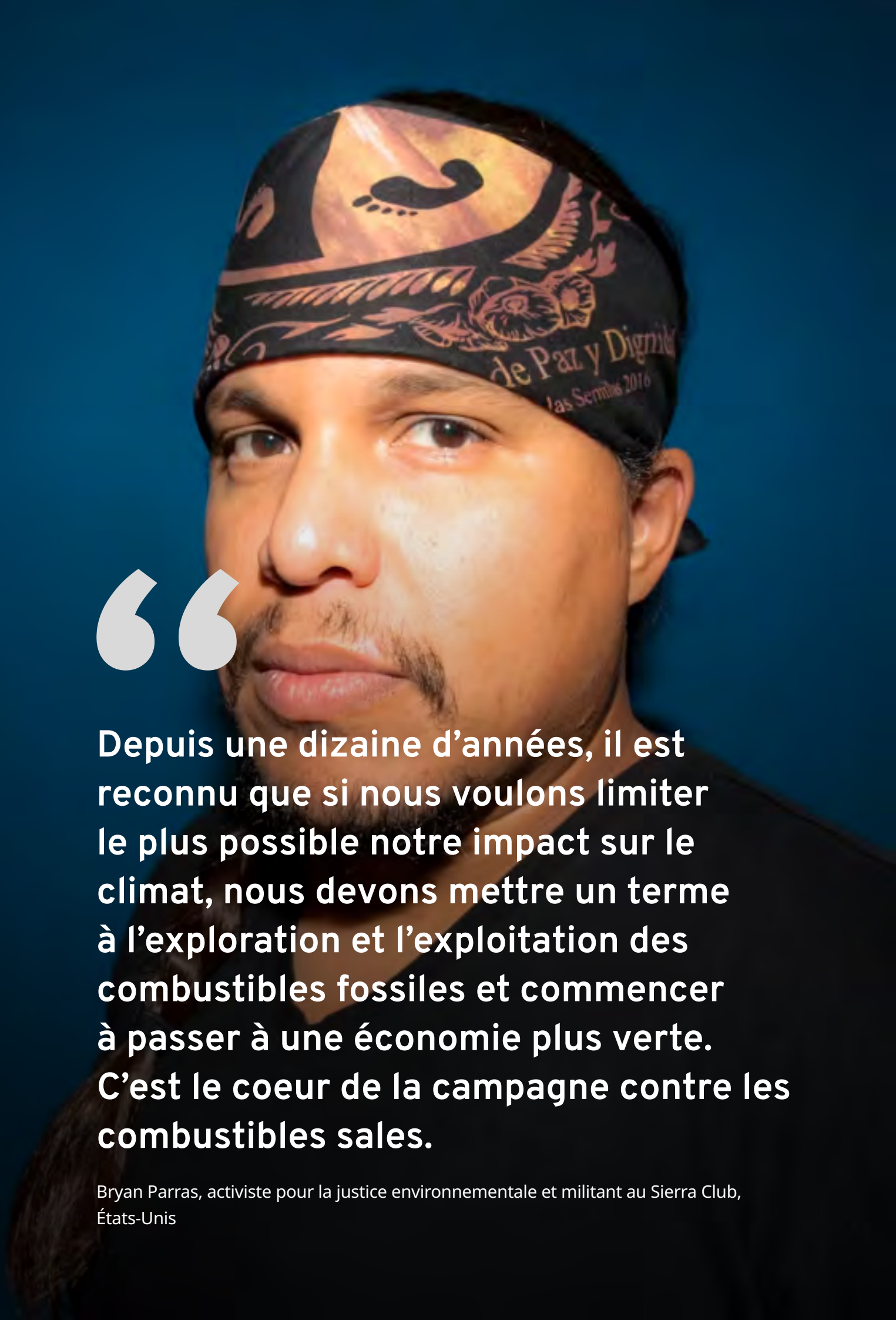
Bryan Parras, activiste pour la justice environnementale originaire de Houston, au Texas, décrit comment il a grandi au milieu de l'extrême pollution générée par les raffineries de pétrole et les usines chimiques à proximité du Houston Ship Channel. Cet environnement, dominé par les installations industrielles, lui a fait développer des problèmes de santé tels que l'asthme dans les années 1980, une époque où les effets néfastes de l'industrie pétrolière et gazière sur la santé publique étaient en grande partie ignorés.

Transformation personnelle et plaidoyer pour la justice environnementale

Les problèmes de santé rencontrés par Bryan et son désir de changement l'ont conduit à travailler dans le domaine de la justice environnementale. Il a d'abord travaillé comme bénévole, mais occupe désormais un emploi à temps plein au sein d'une organisation environnementale appelée Sierra Club, où il contribue aux campagnes sur les combustibles sales et les communautés saines. Comme en témoigne son attachement à permettre aux communautés vulnérables d'exprimer leurs préoccupations, il croit à l'organisation ascendante, soulignant que les personnes les plus touchées détiennent souvent des idées et des solutions précieuses. En tant que militant passionné, Bryan aspire à mettre un terme à l'exploration et l'exploitation des combustibles fossiles, en plaidant pour une transition vers une économie plus verte et en assurant un soutien aux travailleurs de l'industrie.

L'urgence mondiale d'un avenir plus vert

Pour Bryan, la ville de Houston se doit maintenant de remédier en priorité au désordre environnemental qu'elle a causé. Tout en plaidant pour une transition vers une énergie propre, il souligne l'importance de s'attaquer à cet héritage de pollution, tels que les friches industrielles Superfund et les puits de pétrole abandonnés. Bryan a exhorté les dirigeants mondiaux à faire preuve de courage à la COP26, soulignant la nécessité d'accords juridiquement contraignants pour assurer la responsabilisation dans la lutte contre le changement climatique. Il croit en la capacité d'adaptation de l'humanité, et établit à cet égard un parallèle avec la riposte face à la pandémie de COVID-19. La responsabilité de protéger la planète pour les générations futures incombe à chacun et chacune d'entre nous.



“

Depuis une dizaine d'années, il est reconnu que si nous voulons limiter le plus possible notre impact sur le climat, nous devons mettre un terme à l'exploration et l'exploitation des combustibles fossiles et commencer à passer à une économie plus verte. C'est le coeur de la campagne contre les combustibles sales.

Bryan Parras, activiste pour la justice environnementale et militant au Sierra Club, États-Unis



Votre soutien est essentiel pour atteindre l'ampleur et la vitesse nécessaires dans la transition vers la durabilité environnementale et concrétiser la justice sociale. Nous avons besoin de politiques ambitieuses et d'investissements qui intègrent le climat, l'emploi et des objectifs sociaux. Associez-vous à l'OIT pour des solutions inclusives ancrées dans le dialogue social et l'implication des parties prenantes pour un impact plus fort.

Réaliser le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement



Chiffres clés

75 millions

Le défi

Les chaînes d'approvisionnement, le commerce et l'investissement peuvent être de puissants moteurs de création d'emplois et de développement. Des millions d'emplois à travers le monde sont liés aux chaînes d'approvisionnement. Rien qu'en Asie, **75 millions d'emplois** – soit plus de 25 pour cent du total des emplois – sont reliés aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Toutefois, pour que les chaînes d'approvisionnement puissent réaliser leur potentiel de développement, il est essentiel que les emplois créés soient des emplois décents.

Millions

Notre impact

L'OIT a montré son efficacité dans la promotion du travail décent dans les chaînes d'approvisionnement. Les outils pratiques mis en oeuvre dans le cadre des programmes de coopération au développement de l'OIT dans les chaînes d'approvisionnement appuient la création d'emplois et ont entraîné des répercussions sur **des millions de travailleurs**, y compris parmi les plus vulnérables. Les interventions ont permis d'améliorer les conditions de travail et de vie et d'accroître la résilience et la productivité des entreprises.

Engagement tripartite

Ce dont nous avons besoin

La garantie d'un travail décent dans les chaînes d'approvisionnement passe par l'engagement commun des mandants tripartites à appliquer une approche ambitieuse, cohérente, coordonnée et holistique et à recourir à tous les moyens d'action de l'OIT, en tenant compte des rôles et responsabilités distincts et complémentaires des mandants. Il convient également de mobiliser les ressources nécessaires essentielles pour garantir que l'OIT apporte à ses mandants soutien et assistance en faveur d'un travail décent dans les chaînes d'approvisionnement.

“

Diverses stratégies sont déployées pour rendre les chaînes d'approvisionnement mondiales plus inclusives, durables et résilientes, notamment la diversification, la numérisation et des pratiques commerciales responsables.

Gilbert Houngbo, Directeur général de l'OIT

Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales

La [Déclaration de principes tripartite de l'OIT concernant les entreprises multinationales et la politique sociale \(Déclaration sur les EMN\)](#) est l'instrument qui fournit des orientations directes aux entreprises (multinationales et nationales) en matière de politique sociale et de pratiques de travail inclusives, responsables et durables. Elle offre ainsi un cadre permettant d'intégrer les considérations relatives au travail décent dans les politiques commerciales et d'investissement.

Le recentrage de l'OIT sur le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement

Le travail décent prend une plus large place dans les entreprises productives et durables. L'attention renouvelée de l'OIT pour le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement, l'investissement et le commerce ouvre des possibilités accrues de partenariat avec des acteurs privés et non étatiques. L'OIT reçoit par exemple d'importantes contributions du secteur privé pour appuyer la conformité avec la législation nationale du travail dans les chaînes d'approvisionnement du secteur de l'habillement au travers du programme Better Work.



Better Work

Issu de la collaboration entre l'OIT et la Société financière internationale (SFI), le programme Better Work améliore les conditions de travail dans le secteur mondial de l'habillement au sein de 13 pays sur trois continents, bénéficiant ainsi à plus de 3 millions de travailleuses et travailleurs et plusieurs millions d'autres personnes de leur entourage. Il rassemble des gouvernements, des enseignes mondiales, des propriétaires d'usines, des syndicats et des travailleuses et travailleurs dans une perspective d'amélioration des droits du travail, de la sécurité et de la productivité dans le secteur de l'habillement et de la chaussure. L'initiative vise à créer des entreprises durables qui donnent aux femmes des moyens d'agir, respectent les droits fondamentaux et réduisent les retombées environnementales tout en collaborant avec les usines, les gouvernements et les parties prenantes du secteur. Better Work procède à des évaluations, des visites consultatives et des recherches universitaires qui lui ont d'ores et déjà permis d'accroître le respect des normes du travail, d'améliorer les conditions de travail et le bien-être des travailleurs, de renforcer la compétitivité, la productivité et la rentabilité, et de stimuler le développement économique et social dans le secteur de l'habillement.



Programme de Promotion des entreprises compétitives et responsables (SCORE)

Issu de la collaboration entre l'OIT et la Société financière internationale (SFI), le programme Better Work améliore les conditions de travail dans le secteur mondial de l'habillement au sein de 13 pays sur trois continents, bénéficiant ainsi à plus de 3 millions de travailleuses et travailleurs et plusieurs millions d'autres personnes de leur entourage. Il rassemble des gouvernements, des enseignes mondiales, des propriétaires d'usines, des syndicats et des travailleuses et travailleurs dans une perspective d'amélioration des

droits du travail, de la sécurité et de la productivité dans le secteur de l'habillement et de la chaussure. L'initiative vise à créer des entreprises durables qui donnent aux femmes des moyens d'agir, respectent les droits fondamentaux et réduisent les retombées environnementales tout en collaborant avec les usines, les gouvernements et les parties prenantes du secteur. Better Work procède à des évaluations, des visites consultatives et des recherches universitaires qui lui ont d'ores et déjà permis d'accroître le respect des normes du travail, d'améliorer les conditions de travail et le bien-être des travailleurs, de renforcer la compétitivité, la productivité et la rentabilité, et de stimuler le développement économique et social dans le secteur de l'habillement.



Le Fonds Vision Zéro

Le VZF, initiative des pays du Groupe des 7 (G7), est une initiative mondiale axée sur la prévention des décès, accidents ou maladies liés au travail dans le contexte des chaînes d'approvisionnement mondiales. Des millions de travailleurs souffrent chaque année de problèmes liés au travail, à l'origine de pertes économiques importantes. Face à cette situation, le VZF vise à encourager les activités de prévention en matière de santé et de sécurité au travail (SST) dans les entreprises, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'initiative se concentre sur des secteurs spécifiques: l'agriculture, le textile et l'habillement, et les chaînes de valeur de la construction. Le VZF est un fonds d'affectation spéciale pluridonateurs qui reçoit des contributions de la part de gouvernements, d'organisations et de sources privées et a pour objectif d'améliorer concrètement les conditions de santé et de sécurité des travailleuses et travailleurs en apportant une collaboration et des conseils fondés sur les données, au bénéfice de plusieurs millions de travailleurs à travers le monde.

Promouvoir l'égalité de genre dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'habillement

Les chaînes d'approvisionnement de l'habillement ouvrent des possibilités mais aussi des défis pour la réalisation de l'égalité de genre. Au cours des dernières décennies, ces chaînes d'approvisionnement ont permis aux femmes d'accéder à d'importantes possibilités d'autonomisation économique. Cependant, des problèmes graves tels que la discrimination, la violence et le harcèlement persistent, en particulier pour les travailleuses. L'article met en lumière quatre défis majeurs auxquels sont confrontées les femmes dans l'industrie de la confection, notamment les difficultés à exprimer leurs préoccupations, l'inégalité salariale, les responsabilités en matière de soin à autrui et l'exposition à la discrimination et à la violence. Il souligne également la nécessité de politiques et de mesures équitables dans le secteur aux fins d'atténuer la pauvreté, promouvoir une croissance économique inclusive et garantir des conditions de travail décentes à l'ensemble des travailleurs, et formule des recommandations spécifiques en vue de réaliser l'égalité de genre.



L'engagement de Briseida: cultiver la sécurité et la communauté dans les plantations de café

Un parcours fièrement paysan

Dans la région luxuriante d'Ixhuatlán del Café, une région caféicole de l'État de Veracruz, au Mexique, Briseida Venegas Ramos, fille «fièrement paysanne» d'agriculteurs, est à la tête de Vida AC, une coopérative de café dirigée par des femmes. Le lien de Briseida avec le café est profond, et remonte à ses huit ans, lorsqu'elle a découvert ce grain aromatique pour la première fois. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement un travail; c'est une partie intégrante de son identité. Elle se réveille tôt pendant la saison de récolte, s'occupe de la plantation et traite ses collègues comme une famille.

La transformation par la formation SST

L'engagement de Briseida envers sa communauté va au-delà de la culture du café. Lorsqu'elle a entendu parler du projet du Fonds Vision Zéro et de la formation à la sécurité et santé au travail (SST) proposée, elle n'a pas hésité un seul instant. La santé avait toujours été une priorité pour Vida AC, mais la SST était une nouvelle dimension. Les risques associés à la culture du café sont importants, allant des accidents liés aux machines lourdes aux dangers électriques potentiels. Grâce à cette formation, Briseida et les membres de sa coopérative ont acquis de précieuses connaissances en SST, ce qui les aide désormais à se protéger mutuellement et à entretenir leur équipement pour une production durable.

Café, communauté et féminisme

Le parcours de Briseida ne se limite pas au café; il s'agit aussi d'autonomisation des femmes et d'égalité de genre. Les femmes jouent un rôle crucial dans la production de café, mais elles sont rarement prises en compte dans les statistiques. La coopérative de Briseida témoigne de sa détermination à remettre en question les rôles traditionnels assignés à chaque genre dans le secteur du café. Elle partage son poste de présidente de la coopérative avec deux autres femmes, soulignant que chacun a des droits et des obligations. La vision de Briseida englobe l'autosuffisance de sa communauté et la promotion du féminisme, et elle travaille sans relâche dans cette optique, avec l'appui de sa communauté, qu'elle appelle affectueusement sa famille.



“

D'abord la santé, puis le travail. Il est important d'être en sécurité et de prendre soin les uns des autres. Vous devez connaître votre communauté et agir de façon concertée.

Briseida Venegas Ramos, présidente de Vida AC, une coopérative de café dirigée par des femmes à Ixhuatlán del Café, dans l'État de Veracruz, au Mexique



Collaborez avec l'OIT pour redéfinir l'avenir du travail et des chaînes d'approvisionnement. Grâce à l'expertise de l'OIT en matière de normes internationales de travail et de politiques innovantes, des emplois de haute qualité sont créés en grand nombre tout en favorisant la résilience des chaînes d'approvisionnement. Sa structure tripartite unique implique le secteur privé à travers ses chaînes d'approvisionnement, et suscite ainsi l'action collective. Collaborez avec l'OIT pour redéfinir l'entreprise de demain, pour un avenir meilleur et plus inclusif.

Améliorer le travail décent dans les contextes de crise et dans les domaines humanitaire, du développement et de la paix



Chiffres clés

2 milliards

Le défi

Plus de **2 milliards de personnes** vivent dans des pays fragiles ou touchés par un conflit, et 200 millions sont touchées par des catastrophes. Une personne sur 23 a besoin de l'aide humanitaire, mais celle-ci n'atteint que 230 millions de personnes. Comblar cet écart a un coût: 51,5 milliards de dollars. Les situations de crise menacent le développement et la réalisation des ODD. On estime que le niveau de l'extrême pauvreté s'élèvera à 59 pour cent d'ici 2030 dans les zones fragiles.

22.232 emplois

Notre impact

Depuis 1919, l'OIT joue un rôle déterminant dans la résolution des défis mondiaux tels que la guerre et les conflits. En Jordanie, par exemple, entre 2016 et 2022, le Programme HIMO de l'OIT (investissements à haute intensité de main-d'œuvre) a créé **22.232 emplois** au profit des populations déplacées et fourni une formation professionnelle à 1 443 bénéficiaires.

deux tiers

Ce dont nous avons besoin

D'ici 2030, **les deux tiers des personnes vivant dans l'extrême pauvreté** se trouveront dans des États touchés par un conflit. L'OIT cherche à rallier un soutien en faveur des initiatives de travail décent, en mettant l'accent sur le rôle des organisations d'employeurs et de travailleurs dans les crises. L'Agenda du travail décent appelle à une relance qui aborde les facteurs de fragilité, en promouvant la résilience et la paix. Votre soutien permet aux communautés de prospérer dans l'adversité.



Nous vivons à une époque marquée par une accumulation de crises, dont chacune révèle des faiblesses présentes depuis longtemps dans les systèmes et politiques en place.

Rapport du DG à la Conférence internationale du Travail de 2023

Normes internationales du travail

Passez en revue la [recommandation \(n°205\) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience](#) (2017), qui fournit un **cadre complet** pour aborder les retombées des situations de crise résultant des conflits et des catastrophes sur les sociétés et les économies. La recommandation cible en priorité **le relèvement, la reconstruction et la lutte contre les causes profondes** de la fragilité, tout en préconisant des mesures de renforcement de la résilience. Elle prône une stratégie globale, incluant **la sensibilisation, des conseils sur les mesures à prendre, la diffusion des connaissances et la coopération internationale** aux fins d'aider les gouvernements, les employeurs et les travailleurs à mettre en oeuvre la recommandation et à promouvoir le rôle du travail décent dans la prévention et la réponse aux crises.

Le travail de l'OIT en contexte fragile

Encourager les partenariats au coeur du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix.

L'émergence de crises multiples met à rude épreuve les perspectives de relèvement et de justice sociale universelle. Dans le même temps, le monde du travail, en particulier les organisations de travailleurs et d'employeurs, peut jouer un rôle dans la stabilisation d'une situation de crise, le relèvement d'après crise et la prévention de nouvelles crises, principalement en favorisant la justice sociale. Elle met l'accent sur une implication précoce et proactive au coeur du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix (HDP), en abordant, en association avec ses mandants et les partenaires des Nations

Unies, les aspects socio-économiques immédiats et à long terme tout en s'attaquant aux facteurs de conflit liés aux déficits de travail décent. L'OIT soutient la coordination des réponses aux crises pour une action plus efficace et cohérente en partenariat avec d'autres acteurs. L'Organisation donne priorité au leadership des mandants à chaque étape du lien HDP, en mettant l'accent sur les personnes les plus vulnérables.



Partnership for improving prospects for forcibly displaced persons and host communities (PROSPECTS)

Partenariat pour l'amélioration des perspectives des personnes déplacées de force et des communautés d'accueil (PROSPECTS)

Le programme PROSPECTS est une initiative globale conçue pour améliorer l'accès à l'emploi et aux moyens de subsistance au profit des communautés d'accueil et des personnes déplacées de force dans les régions aux prises avec d'importants problèmes de déplacement. Ce partenariat, auquel participent l'OIT, la SFI, le HCR, l'UNICEF et la Banque mondiale, opère dans huit pays du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Est. Le programme cherche avant tout à mettre en place des solutions fondées sur des données probantes, adaptées aux contextes locaux, qui visent à soutenir les marchés du travail, le développement des entreprises, la protection sociale et les environnements politiques. Face aux complexités des déplacements forcés et dans le souci de promouvoir un développement inclusif, il accorde la priorité à des approches intégrées et soucieuses de l'égalité entre hommes et femmes.



Operationalizing the humanitarian-development-peace nexus for social protection in the Occupied Palestinian Territory

Rendre opérationnel le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix pour la protection sociale dans le Territoire palestinien occupé

Avant que n'éclatent les hostilités actuelles dans le Territoire palestinien occupé, les engagements en faveur d'une approche intégrée entre l'humanitaire, le développement et la paix (HDP) se traduisaient par des actions concrètes, plaçant la coordination au premier plan. Les innovations menées par l'OIT fournissent des enseignements précieux applicables aux contextes du lien HDP à l'échelle mondiale.



Contribution des programmes de l'OIT à la cohésion sociale entre les réfugiés, les personnes déplacées et les communautés d'accueil dans la région des États arabes

En collaboration avec le Bureau d'appui à la consolidation de la paix des Nations Unies (PBSO), l'OIT a élaboré des stratégies pour s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité et des conflits dans des contextes de déficit de travail décent. Alors que plus de 258 millions de personnes vivent dans un pays autre que leur pays d'origine, dont 89,3 millions déplacées de force, une étude récente de l'OIT évalue la contribution de ses programmes à la cohésion sociale dans la région des États arabes, en se concentrant sur les bénéficiaires directs. Le rapport identifie les mesures à prendre pour améliorer l'intégration de la cohésion sociale dans la conception, la mise en oeuvre et le suivi des programmes, en mettant en évidence les contraintes potentielles qui pèsent sur la cohésion sociale sur les marchés du travail du fait de la concurrence en matière d'emploi dans les communautés d'accueil.

Le triomphe d'Al Batool: permettre aux réfugiés de vivre leurs rêves

Prendre un nouveau départ en créant une entreprise à domicile

Al Batool, Soudanaise réfugiée en Égypte et mère célibataire de quatre enfants, s'est heurtée à des difficultés considérables lorsqu'elle est arrivée dans ce pays il y a sept ans. Devant la difficulté à décrocher un emploi régulier tout en s'occupant de ses enfants, elle s'est finalement décidée à démarrer chez elle une entreprise de confection de bâtons d'encens soudanais. Comme elle ne disposait pas du soutien financier et des connaissances nécessaires en matière commerciale, l'entreprise a peiné à décoller. Sa situation a pris une tournure positive lorsqu'elle a appris l'existence d'un programme de développement des entreprises initié par le programme PROSPECTS de l'OIT en Égypte, en collaboration avec Caritas.

Mentorat et détermination, la clé du succès

Accompagnée par des mentors et déterminée, Al Batool a appris les aspects essentiels du développement et de la gestion de l'entreprise grâce au programme Créez et gérez mieux votre entreprise (GERME) de l'OIT. Grâce à ces nouvelles connaissances, elle a pu établir une entreprise pérenne. En outre, les performances de sa société lui ont valu une subvention en espèces octroyée par le programme PROSPECTS, qui lui a permis d'élargir sa gamme de produits et d'augmenter considérablement ses bénéfices. La réussite d'Al Batool met en lumière l'impact de ces programmes sur l'autonomisation des individus et des communautés, en particulier les femmes entrepreneurs, en Égypte.

PROSPECTS, pour le changement et le développement local

L'OIT reconnaît que l'entrepreneuriat peut constituer un levier crucial pour permettre aux individus, y compris aux populations déplacées de force, de se procurer des moyens de subsistance, de soutenir leurs familles et de contribuer au développement économique local. Le parcours d'Al Batool illustre les résultats positifs auxquels il est possible d'aboutir grâce à des programmes tels que PROSPECTS, qui ont bénéficié à plus de 6 000 femmes entrepreneurs en Égypte et qui continuent d'ouvrir la voie à d'autres réussites à l'avenir.



“

**J'ai pu multiplier les bénéfices que
génère mon entreprise. Je me sens
vraiment indépendante et fière. En
possédant une entreprise prospère, je
me sens comme une reine.**

Al Batool, réfugiée soudanaise en Égypte

A woman wearing a blue wide-brimmed hat and a patterned headscarf is harvesting red apples in an orchard. She is holding a basket of apples. The background is filled with green leaves and red apples. The text is overlaid on the left side of the image.

Le travail décent est un catalyseur de stabilité. Votre soutien peut avoir un impact durable sur les populations les plus vulnérables, en relevant les défis urgents dans les domaines humanitaire, du développement et de la paix. Collaborez avec l'OIT pour stabiliser une situation de crise, s'en relever et prévenir de nouvelles crises, promouvoir la justice sociale et bâtir un avenir résilient.

Améliorer la couverture de la protection sociale pour tous



Chiffres clés

L'objectif de couverture de protection sociale complète est un impératif pour remédier aux disparités mondiales et préserver le droit fondamental à la protection sociale. En cherchant à combler le fossé en matière de ressources et de couverture individuelle, l'OIT invite les partenaires potentiels à s'associer à sa mission de transformer la vie de millions de personnes dans le monde.

4 milliards

Le défi

Le droit humain à la protection sociale n'est pas encore une réalité pour plus de **4 milliards de personnes** qui ne bénéficient d'aucun accès à des prestations de protection sociale.

136 pays

Notre impact

Depuis 2012, les projets et les actions de l'OIT ont contribué au développement de la protection sociale dans plus de **136 pays** du monde.

43 millions de dollars É.U.

Ce dont nous avons besoin

Il nous manque **43 millions de dollars** – des partenaires potentiels peuvent rejoindre l'OIT aujourd'hui pour nous aider à atteindre nos objectifs et changer la vie de millions de personnes.



**La protection sociale est au
cœur du développement
durable, du travail décent et de
la justice sociale.**

Gilbert F. Hounbo, Directeur général de l'OIT

Normes internationales du travail

L'OIT a élaboré une série complète de conventions et de recommandations sur la protection sociale. Ces normes mondiales jettent les bases de systèmes de sécurité sociale solides, en définissant leurs principes fondamentaux et en soulignant les facteurs cruciaux qui garantissent leur viabilité et leur efficacité à long terme.

L'historique [convention \(n°102\) concernant la sécurité sociale \(norme minimum\), 1952](#), énonce **les principes et les niveaux minimums de protection que doivent garantir les systèmes nationaux de sécurité sociale** afin d'assurer une protection adéquate à l'ensemble des individus, dont les travailleurs et leur famille.

La [recommandation \(n°202\) sur les socles de protection sociale, 2012](#), est la première norme internationale du travail qui réaffirme le droit à la sécurité sociale pour toutes et tous. Elle fournit des orientations sur la manière de mettre en place des systèmes complets de sécurité sociale, y compris des **socles nationaux de protection sociale** pour toutes les personnes dans le besoin, dont les personnes dépourvues de protection, les pauvres et les plus vulnérables. De cette façon, nous veillons à ce que tous les membres de la société bénéficient **au minimum de soins de santé essentiels** et d'une sécurité élémentaire de revenu tout au long de leur vie.

La contribution de l'OIT en matière de protection sociale

L'OIT a pour objectif d'améliorer la protection sociale et d'assurer un avenir durable et résilient, en collaboration avec des partenaires de développement tels que le [Réseau mondial d'entreprises](#), le [réseau Protection sociale, liberté et justice pour les travailleurs](#) ainsi que des partenariats avec les Nations Unies, entre autres.



[Programme-phare mondial de l'OIT sur la mise en place de socles de protection sociale pour tous](#)

Le Programme-phare mondial **accompagne 50 pays dans la mise en place et l'extension de leurs systèmes nationaux de protection sociale**. Il couvre 16 domaines thématiques liés à la protection sociale, offre un soutien politique et technique aux fins de créer de nouveaux systèmes et d'engager des réformes (ou améliorer les anciens systèmes), et collabore avec les agences des Nations Unies, les IFI et d'autres partenaires pour renforcer l'impact des initiatives de l'OIT. Dans le cadre du partenariat engagé avec l'UE sur le projet de protection sociale et de gestion des finances publiques, il se concentre par exemple sur le renforcement des systèmes de protection sociale, l'amélioration de la gestion fiscale et la priorité à l'inclusion, en particulier au regard du genre et du handicap.

Des experts apportent une assistance technique et mènent des recherches afin de partager les pratiques exemplaires et les outils à appliquer dans différents contextes nationaux, tandis que les alliances stratégiques assurent une approche coordonnée de l'appui aux pays.



[Accélérateur mondial de l'emploi et la protection sociale pour des transitions justes](#)

Lancé en septembre 2021 par le Secrétaire général des Nations Unies, l'Accélérateur mondial vise à créer 400 millions d'emplois décents, notamment dans les secteurs de l'économie verte, du numérique et du soin à autrui, et à étendre la protection

sociale aux 4 milliards de personnes qui en sont actuellement exclues. L'Accélérateur mondial rassemble les États Membres, les institutions financières internationales, les partenaires sociaux, la société civile et le secteur privé afin de relever les défis exacerbés par la pandémie de COVID-19 et les crises mondiales. L'initiative repose sur trois piliers: stratégies basées sur des données factuelles, financement intégré et coopération multilatérale renforcée. L'Accélérateur mondial met l'accent sur les droits humains, le dialogue social et la participation, en se concentrant dans un premier temps sur certains pays pionniers. Un Dispositif d'Appui Technique renforce la mise en oeuvre grâce à l'expertise des Nations Unies et aux partenariats financiers.



Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022

Ce rapport offre **une vue d'ensemble des développements récents des systèmes de protection sociale**, dont les socles de protection sociale, et traite de l'impact de la pandémie de COVID-19. Il identifie également les lacunes en matière de protection et formule des recommandations stratégiques clés, notamment en ce qui concerne les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le parcours de Champa: militante pour la protection des travailleurs domestiques

Les défis d'une travailleuse domestique immigrée

Champa, une travailleuse domestique migrante âgée de 46 ans originaire du Myanmar, a quitté son village à un jeune âge pour aller travailler à Bangkok dans le but de subvenir aux besoins de sa famille. Du fait de son statut d'immigrée, elle s'est heurtée à des difficultés. De même, ses journées de travail étaient très longues, sans jours de congé, et il lui était difficile de faire valoir ses droits. Au fil du temps, elle a pris conscience de l'importance des droits des travailleurs.

Militer pour la protection sociale

Champa s'est impliquée auprès de HomeNet Thaïlande et du Réseau des travailleurs domestiques migrants. Elle a appris l'existence de droits tels que les jours de congé et les prestations de sécurité sociale, soulignant la légitimité du travail domestique en tant que travail qui contribue à l'économie. En tant que dirigeante locale, Champa appelle à l'inclusion de la main-d'œuvre domestique dans les programmes de sécurité sociale, en insistant sur l'importance du travail domestique pour l'économie du pays. Elle est déterminée à assurer un avenir meilleur à l'ensemble de ses pairs.

Le soutien de l'OIT aux travailleurs domestiques

L'OIT a joué un rôle crucial dans le parcours de Champa. L'Organisation a appuyé la révision par le ministère thaïlandais du Travail des lois régissant le travail domestique, dans la perspective d'étendre les droits du travail et la protection sociale aux travailleurs domestiques. Les efforts de l'OIT s'alignent sur l'action militante de Champa en faveur de meilleures conditions et d'une sécurité sociale pour les travailleuses et travailleurs domestiques.

A woman with dark hair, wearing a light-colored shirt, is smiling and holding up a red garment. In the background, there are several colorful clotheslines with various items of clothing hanging on them, including a blue shirt and a pink shirt. The setting appears to be a laundry area or a room with a clothesline.

Je veux transmettre un message au gouvernement pour qu'il inclue les travailleurs domestiques dans l'article 33 de la sécurité sociale, comme les autres travailleurs. Nous sommes des travailleurs. Le travail domestique est une profession. En effet, nous sommes productifs pour le pays et pour l'économie.

Champa, travailleuse domestique et présidente du Réseau des travailleurs domestiques migrants, Thaïlande



En devenant partenaire de l'OIT et en aidant les pays à réaliser le droit humain à la protection sociale, vous pouvez changer la vie de millions de personnes, leur permettre de vivre dans la dignité et garantir que personne ne soit laissé de côté.

Éradiquer le travail des enfants et le travail forcé



Chiffres clés

L'objectif de couverture de protection sociale complète est un impératif pour remédier aux disparités mondiales et préserver le droit fondamental à la protection sociale. En cherchant à combler le fossé en matière de ressources et de couverture individuelle, l'OIT invite les partenaires potentiels à s'associer à sa mission de transformer la vie de millions de personnes dans le monde..

160 millions

Le défi

Les progrès dans la lutte contre le travail des enfants stagnent depuis 2016 et cette pratique concerne encore **160 millions d'enfants**; 27,6 millions de personnes étaient encore en situation de travail forcé en 2021, et aucune région n'était épargnée.

181 pays

Notre impact

Depuis sa création, l'OIT s'efforce de mettre fin au travail des enfants et au travail forcé. En novembre 2023, la convention de 1930 sur le travail forcé avait été signée par **181 pays** et les 187 États Membres de l'OIT avaient ratifié la convention de 1999 sur les pires formes de travail des enfants.

18 fois plus rapide

Ce dont nous avons besoin

Pour mettre fin au travail des enfants à l'horizon 2025, il faudrait multiplier par 18 le rythme des progrès accomplis entre 2000 et 2020; compte tenu de l'augmentation du nombre de personnes astreintes au travail forcé, l'objectif d'y mettre fin d'ici à 2030 ne sera atteint que si des changements fondamentaux interviennent.



L'OIT s'avère être un partenaire très important dans ce projet. Elle a beaucoup à apporter en termes de connaissances et d'expérience, en particulier lorsqu'il s'agit de travailler en partenariat avec les gouvernements et les partenaires sociaux pour créer les conditions nécessaires.

Marchel Gerrmann, Directeur du Département du développement économique durable (DDE) au ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas

Normes internationales du travail

Les États Membres de l'OIT, même s'ils n'ont pas ratifié les conventions sur le travail des enfants et le travail forcé énoncées ci-après, ont l'obligation de respecter, de promouvoir et de réaliser, de bonne foi et conformément à la Constitution de l'OIT, ces principes concernant des droits fondamentaux qui font l'objet des conventions suivantes:

[La convention \(n°138\) sur l'âge minimum, 1973](#), établit un cadre global pour la fixation et la mise en œuvre de **critères d'âge minimum d'admission à l'emploi**, la protection des droits des jeunes travailleuses et travailleurs et l'interdiction d'employer des enfants n'ayant pas atteint l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, en tout cas quinze ans.

[La convention \(n°182\) sur les pires formes de travail des enfants, 1999](#), vise à éliminer les formes les plus préjudiciables de travail des enfants, notamment **l'esclavage, le travail forcé, la traite des enfants et les travaux dangereux**.

[La convention \(n°29\) sur le travail forcé, 1930](#), propose une définition du travail forcé ou obligatoire, interdit ces deux pratiques, exige qu'elles soient passibles de sanctions pénales et que les sanctions imposées par la loi soient réellement efficaces et strictement appliquées, et prévoit un certain nombre d'exceptions ne relevant pas du travail forcé ou obligatoire.

[La convention \(n°105\) sur l'abolition du travail forcé, 1957](#), interdit le travail forcé ou obligatoire en tant que mesure de coercition ou d'éducation politique ou en tant que sanction à l'égard de personnes qui ont ou expriment certaines opinions politiques ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi; en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique; en tant que mesure de discipline du travail; en tant que punition pour avoir participé à des grèves; et en tant que mesure de discrimination raciale, sociale, nationale ou religieuse.

[Le Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930](#), vise à promouvoir les mesures de prévention, de protection et d'indemnisation, ainsi qu'à intensifier les efforts visant à éliminer toutes les formes de travail forcé, y compris la traite des personnes.

Les efforts de l'OIT pour mettre fin au travail des enfants et au travail forcé

La justice sociale implique de mettre fin aux formes de travail inacceptables qui privent les travailleurs de leurs droits les plus fondamentaux au travail.

L'OIT a mis en place un cadre juridique solide de normes internationales du travail servant de guide à l'éradication du travail des enfants et du travail forcé. Elle procède à des recherches approfondies afin de pouvoir fournir des estimations mondiales de l'esclavage moderne, du travail forcé et du travail des enfants, contribuant ainsi à la formulation de politiques et de plans d'action nationaux, et collabore avec les gouvernements, les employeurs et les travailleurs dans le cadre de campagnes de plaidoyer et de sensibilisation. En outre, l'OIT aide à recueillir des données essentielles sur la prévalence et l'incidence du travail forcé, et utilise ces informations pour élaborer des politiques et des mesures fondées sur des données probantes.

En outre, l'OIT renforce les rôles des gouvernements, des travailleurs et des employeurs dans la lutte contre le travail des enfants et le travail forcé au travers de programmes de formation à l'intention des responsables de l'application des lois, en apportant un soutien aux syndicats dans les secteurs informels et en collaborant avec les employeurs à la création d'outils et d'initiatives visant à promouvoir de bonnes pratiques reproductibles.

L'OIT tire également parti des réseaux et des plateformes pour insuffler un changement durable. La [Plateforme sur le travail des enfants](#) aborde par exemple le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en proposant des solutions concrètes et en soutenant les entreprises membres dans un cadre de diligence raisonnable. Le [Réseau mondial d'entreprises sur le travail forcé](#) de l'OIT met en lien les entreprises du monde entier afin d'éradiquer le travail forcé, d'encourager la collaboration et d'identifier des

solutions durables. Enfin, l'OIT est membre fondateur de l'[Alliance 8.7](#), dont elle accueille le Secrétariat, et dirige un partenariat mondial contre le travail forcé, l'esclavage moderne, la traite des êtres humains et le travail des enfants.



8.7 Accelerator Lab

8.7 Accelerator Lab

La stratégie 8.7 Accelerator Lab vise à optimiser l'efficacité de la coopération au développement en termes de contribution à l'éradication du travail forcé et du travail des enfants. Pour ce faire, elle cible des interventions aux niveaux national, régional et mondial qui encouragent et développent l'engagement politique, s'attaquent aux causes profondes du travail forcé et du travail des enfants, mettent l'accent sur les populations vulnérables, créent et partagent des connaissances, élaborent des modèles de financement durables et tirent parti de l'innovation.



Accelerating action for the
elimination of child labour
in supply chains in Africa
(ACCEL Africa)

Accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique (ACCEL Africa)

Le projet ACCEL Africa (Accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique) cible les causes profondes du travail des enfants en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, au Mali, au Nigéria et en Ouganda dans les chaînes d'approvisionnement du cacao, du café, du coton, du thé et de l'or. Le projet contribue à renforcer les cadres politiques et institutionnels et à identifier des solutions innovantes tout en favorisant le partage des connaissances, les partenariats et le financement. La sécurité et la santé au travail, les moyens de subsistance, la protection sociale et l'emploi des jeunes comptent au rang des principaux domaines d'intervention.



Work in Freedom: fair
recruitment and decent
work for women migrant
workers in South Asia and
the Middle East

Travailler en liberté: recrutement équitable et travail décent pour les travailleuses migrantes en Asie du Sud et au Moyen-Orient

Le programme Travailler en liberté œuvre à réduire la vulnérabilité à la traite et au travail forcé au profit de 350 000 femmes et filles, tout au long des filières migratoires de l'économie du soin et du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure, au départ et à destination, en Inde, au Népal, au Bangladesh, à Oman, à Bahreïn, au Liban et en Jordanie. Le programme s'attaque aux principaux moteurs et facteurs de vulnérabilité de la traite des êtres humains, tels que le genre et d'autres formes de discrimination, à travers une approche ciblée impliquant la protection sociale et l'autonomisation, des pratiques de recrutement équitables et des activités de plaidoyer fondées sur des données factuelles.

Du protocole à la pratique: une passerelle vers l'action mondiale pour l'élimination du travail forcé

Le projet Bridge aide les gouvernements, les employeurs et les travailleurs en Mongolie, au Népal, au Pakistan, au Pérou, en Ouzbékistan et dans certains pays des îles du Pacifique à faire reculer les formes contemporaines de travail forcé. L'application du Protocole de 2014 de l'OIT sur le travail forcé implique de sensibiliser les populations, d'améliorer et de faire appliquer les politiques, les plans d'action et la législation au niveau national, d'étoffer les recherches et les connaissances, tout en améliorant l'accès aux services sociaux et aux programmes de création de revenus pour les victimes du travail forcé.



Travail des enfants: estimations mondiales 2020, tendances et chemin à suivre

Ce rapport préparé conjointement par l'OIT et l'UNICEF révèle une **augmentation inquiétante du travail des enfants**, qui atteint aujourd'hui 160 millions d'enfants dans le monde, soit une progression de 8,4 millions au cours des quatre dernières années. Les enfants âgés de 5 à 11 ans représentent plus de la moitié de cette population, et 79 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans sont employés à des travaux dangereux. Entre 2016 et 2020, l'Afrique subsaharienne a vu le nombre d'enfants astreints au travail des enfants augmenter de 16,6 millions en raison de la croissance démographique, de la pauvreté et du manque de protection sociale. **La pandémie de COVID-19 a aggravé la situation**, menaçant d'astreindre près de neuf millions d'enfants supplémentaires au travail des enfants d'ici la fin de 2022 et de priver jusqu'à 46 millions d'enfants supplémentaires de protection sociale. Le rapport souligne la nécessité d'une **protection sociale inclusive, d'investissements dans une éducation de qualité et d'un travail décent pour les adultes**. L'OIT et l'UNICEF exhortent les États Membres, les entreprises, les syndicats, la société civile et les organisations internationales à prendre des mesures concrètes.

Suman, un exemple de détermination: l'enfant travailleuse qui rêvait de devenir policière

Une situation qui tourne mal: de l'école à l'usine

En 2020, le monde de Suman Kumari a basculé lorsque sa famille a été confrontée à des difficultés financières en raison du mariage de sa sœur et de la maladie de son père au cours de la pandémie de COVID-19. Ses parents n'avaient plus les moyens de payer ses frais de scolarité et Suman, alors âgée de 13 ans, a rejoint sa mère dans l'usine de traitement du mica où elle travaillait, dans des conditions dangereuses et sans aucune protection contre la poussière de mica. Une période difficile pour Suman et sa mère qui étaient peu rémunérées, maltraitées par les responsables du site et non respectées.

Balmanch, une source d'espoir: retour sur les bancs de l'école

Malgré les circonstances difficiles, Suman a fait preuve de résilience. Elle a appris par des amis l'existence de Balmanch, un club pour enfants, qu'elle a souhaité rejoindre malgré l'hésitation de ses parents. Les personnes travaillant au club sont intervenues pour persuader ses parents de l'importance de l'éducation. Avec leur soutien, Suman a repris le chemin de l'école et reçu une bourse qui lui a permis d'acheter des livres et des fournitures. Grâce au club, elle a non seulement rattrapé son retard scolaire mais aussi acquis des compétences de vie, mettant l'accent sur le cycle préjudiciable du travail des enfants et de la pauvreté.

Rêve d'un avenir radieux: l'autonomisation par l'éducation

Suman rêvait de devenir policière et de vivre dans une grande ville. Un rêve qui redevient possible avec l'aide assurée par Balmanch. L'organisation a non seulement soutenu l'éducation de Suman, mais elle a également aidé ses parents en leur faisant découvrir des moyens de subsistance alternatifs et plus sûrs. L'amélioration de leur situation et le rétablissement de son père ont permis à la famille de Suman d'accéder à la culture de légumes pour percevoir un revenu supplémentaire. L'histoire met en lumière le rôle crucial joué par des organisations comme Balmanch afin de briser le cycle du travail des enfants, d'assurer l'éducation et d'offrir aux familles des alternatives durables pour un avenir meilleur.

A young woman with dark hair, wearing a white shirt and a red scarf, is smiling and holding green leaves in a field. The background is a lush green field with some trees in the distance.

Je continue de fréquenter le club Balmanch et je me réjouis de voir tout le monde là-bas. Balmanch m'a inculqué des compétences de vie ainsi que mes droits en tant qu'enfant et m'a aidé à rattraper les cours que j'avais manqués.

Suman Kumari, ancienne enfant travailleuse de retour sur les bancs de l'école

A young girl with dark hair tied back, wearing a white school uniform with a red neckerchief, sits at a wooden desk in a classroom. She is looking off to the side with a thoughtful expression, holding a black pen in her right hand. In the background, other students are visible, and a large window with a geometric pattern allows light into the room.

Collaborez avec l'OIT pour accélérer les progrès et renforcer l'impact vers un avenir exempt d'exploitation. Conjuguez vos efforts et alignez-les sur les objectifs de développement durable, en vue d'éliminer le travail des enfants d'ici 2025 et le travail forcé d'ici 2030. Le partenariat et la collaboration sont déterminants pour façonner un monde dans lequel chaque enfant et chaque personne soit libre.

Promouvoir l'égalité de genre pour tous



Chiffres clés

20%

Le défi

Au sein de la population active actuelle, les femmes se heurtent à des défis persistants tels que la ségrégation professionnelle, le déséquilibre des responsabilités en matière de soin à autrui et l'existence d'un plafond de verre. La sous-évaluation de certaines professions, l'écart de rémunération de 20 pour cent entre hommes et femmes et la violence au travail ajoutent à la complexité de leur situation. La pratique visant à combler l'écart entre les genres est non seulement conforme à l'éthique, mais offre également un potentiel économique significatif, susceptible d'accélérer la croissance du PIB mondial.

+ de 71 pays

Notre impact

En 2022-2023, l'OIT a aidé plus de 71 pays à élaborer des politiques d'emploi sensibles au genre, et cinq pays ont amélioré les conditions dans le secteur du soin. Malgré les difficultés économiques, 59 pays ont rejoint la Coalition internationale pour l'égalité salariale (EPIC). La convention n°90 de l'OIT sur la violence au travail a pris une grande importance à l'échelle mondiale. Le Programme de développement de l'entrepreneuriat féminin de l'OIT a accompagné 1 135 femmes, en mettant l'accent sur une transition juste sensible au genre dans le développement des entreprises.

Ce dont nous avons besoin

Les engagements audacieux qui ont été pris doivent évoluer en lois, politiques et pratiques tangibles et porteuses de transformations. Pour parvenir à une valorisation égale du travail des femmes et des hommes, il est essentiel d'éliminer les stéréotypes sexistes. Il est impératif de veiller à ce que les femmes aient une place égale à la table des négociations, qui leur assure autorité, dignité et respect. Pour appuyer ces engagements, des investissements généreux et stratégiques, assortis de processus robustes de surveillance et de responsabilisation, sont essentiels.

“

L'égalité de genre est une condition essentielle pour la justice sociale et décisive pour des économies productives et résilientes. Aux côtés de ses mandants, l'OIT œuvre à la concrétisation de cette réalité, tant au travers des politiques adoptées que des actions menées. C'est une étape essentielle sur la voie de la justice sociale pour toutes et tous.

Rapport du DG à la Conférence internationale du Travail de 2023

Normes internationales du travail

[La convention \(n°183\) sur la protection de la maternité](#) protège les droits au travail des femmes enceintes ou qui allaitent, notamment à travers le congé de maternité, la sécurité de l'emploi et d'autres modalités destinées à soutenir la femme au cours de cette période cruciale, en favorisant l'égalité de genre et le bien-être des femmes au sein de la main-d'œuvre.

[La convention \(n°189\) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011](#) vise à assurer les droits de la main-d'œuvre domestique en garantissant à tout travailleur domestique le droit à un environnement de travail sûr et salubre.

[La convention \(n°190\) sur la violence et le harcèlement, 2019](#), traite de la violence et du harcèlement sur le lieu de travail et vise à instaurer un lieu de travail garantissant la sécurité et le respect. Elle met l'accent sur la prévention et la résolution de ces problèmes pour assurer la protection de toute personne dans le monde du travail.

L'OIT promeut l'égalité des chances

L'OIT plaide activement pour la justice sociale en soutenant l'égalité des chances et de traitement pour les femmes et les hommes dans leur quête d'un travail décent. Vous trouverez ci-dessous des exemples concrets d'initiatives de l'OIT en faveur de l'égalité de genre.



La Coalition Internationale pour l'Égalité Salariale (EPIC)

Pilotée par l'OIT, ONU Femmes et l'OCDE, l'EPIC entend parvenir à l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes dans les pays du monde entier à l'horizon 2030. L'EPIC réunit diverses parties prenantes, parmi lesquelles les gouvernements, les employeurs, les travailleurs et la société civile, qui œuvrent à la réduction de l'écart de rémunération entre les genres. L'EPIC s'attaque à la question de l'équité salariale aux niveaux mondial, régional et national, notamment par la sensibilisation des populations, le partage de connaissances, l'aide à l'innovation et l'élargissement des initiatives engagées. Reconnaisant l'inégalité salariale entre hommes et femmes comme une problématique relevant des droits humains, la coalition insiste sur une évaluation objective des emplois, l'application de critères non sexistes et l'implication dans le dialogue social pour relever ce défi.



Initiative Spotlight

Dans le cadre de l'Initiative Spotlight des Nations Unies pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles, la centrale syndicale nationale (National Trade Union Centre) et l'association des employeurs (Employers' Consultative Association) de Trinité-et-Tobago ont collaboré à la création et à la mise en œuvre d'un modèle de politique du lieu de travail abordant la violence basée sur le genre, la violence entre partenaires intimes et le harcèlement sexuel. Cette initiative couronnée de succès a inspiré le Congrès du travail des Caraïbes et la Confédération des employeurs des Caraïbes qui ont adopté une position politique commune sur la question de la violence basée sur le genre sur le lieu de travail. Cette position politique, qui agit comme un cadre directeur, encourage les autres États membres des Caraïbes à élaborer leurs propres politiques dans ces domaines thématiques critiques.



« Lutte contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail & Égalité de rémunération et de carrière entre les hommes et les femmes »

«Lutte contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail & Égalité de rémunération et de carrière entre les hommes et les femmes»

L'OIT accompagne les institutions du monde du travail en Afrique de l'Ouest afin d'éradiquer la violence et le harcèlement sur le lieu de travail, pour toutes et tous. Tirant parti de la recherche institutionnalisée, de l'assistance technique, du dialogue social, du renforcement des capacités et du partenariat, le projet a lancé un Réseau international de recherche (RIR) traitant spécifiquement de la violence et du harcèlement au travail dans la région. En outre, l'OIT soutient le processus de ratification de la convention (n°190) sur la violence et le harcèlement, 2019, ainsi que la création de deux coopératives dirigées par des femmes au Sénégal, y compris une formation sur l'égalité de rémunération et le leadership féminin.



Soin à autrui au travail: investir dans les congés et services de soin à autrui pour un monde du travail plus égalitaire du point de vue du genre

Ce rapport offre une vue d'ensemble des politiques mondiales en matière de soin à autrui, y compris la protection de la maternité, le congé de paternité, le congé parental et les services de garde d'enfants. Il évalue les progrès réalisés dans ces domaines au cours de la dernière décennie tout en mettant en évidence les lacunes juridiques importantes qui laissent nombre de travailleuses et travailleurs exerçant des responsabilités familiales sans soutien adéquat. Le rapport souligne l'importance d'investir dans des politiques de soins transformatrices pour parvenir à un monde du travail plus égalitaire du point de vue du genre. Il aborde également des questions liées à la protection de l'emploi, à la non-discrimination, à la sécurité sur le lieu de travail pour les femmes enceintes ou qui allaitent, ainsi qu'à la mise en place de pauses d'allaitement et de services de garde d'enfants. En outre, le rapport traite des services de soins de longue durée pour les personnes âgées et les personnes handicapées et met en lumière les défis et les lacunes dans ces deux domaines.

La voix de Mary: autonomiser les femmes massaïs par l'éducation et l'entrepreneuriat

Kenya: inciter les femmes massaïs à prendre la parole

Mary Nkisonkoi, une femme massaï qui vit dans la vallée du Grand Rift au Kenya, partage son remarquable parcours d'autonomisation et de transformation. Avant son implication dans un projet communautaire, les femmes de sa région n'étaient pas autorisées à parler ouvertement de leurs problèmes et de leurs difficultés. Mais grâce à ce projet, Mary et d'autres femmes ont découvert l'égalité de genre, les droits des femmes et les compétences entrepreneuriales, ce qui a entraîné un changement important dans leur vie. Elles ont appris à gérer une entreprise, accédé à l'éducation des adultes et formé un groupe de femmes, qui leur a donné les moyens de prendre le contrôle de leur avenir financier.

Mary: esprit d'entreprise et leadership

Forte de nouvelles connaissances et déterminée à réussir, Mary s'est lancée dans son parcours entrepreneurial, défiant les rôles de genre traditionnels. Elle a créé un groupe d'entraide avec d'autres femmes, basé sur la mise en commun des ressources et un soutien mutuel à leurs activités. Le succès de Mary en tant qu'entrepreneure lui a permis de construire sa maison, de contribuer au revenu de son foyer et de devenir une figure de premier plan au sein de sa communauté. Elle milite à présent pour les droits des femmes et encourage d'autres femmes à occuper des fonctions dirigeantes et à se battre pour leurs droits, ce qui souligne l'impact positif que des femmes peuvent avoir sur leurs familles et leurs communautés lorsque l'on contribue à leur autonomisation.

La capacité de l'éducation et de l'action collective à apporter de réels changements

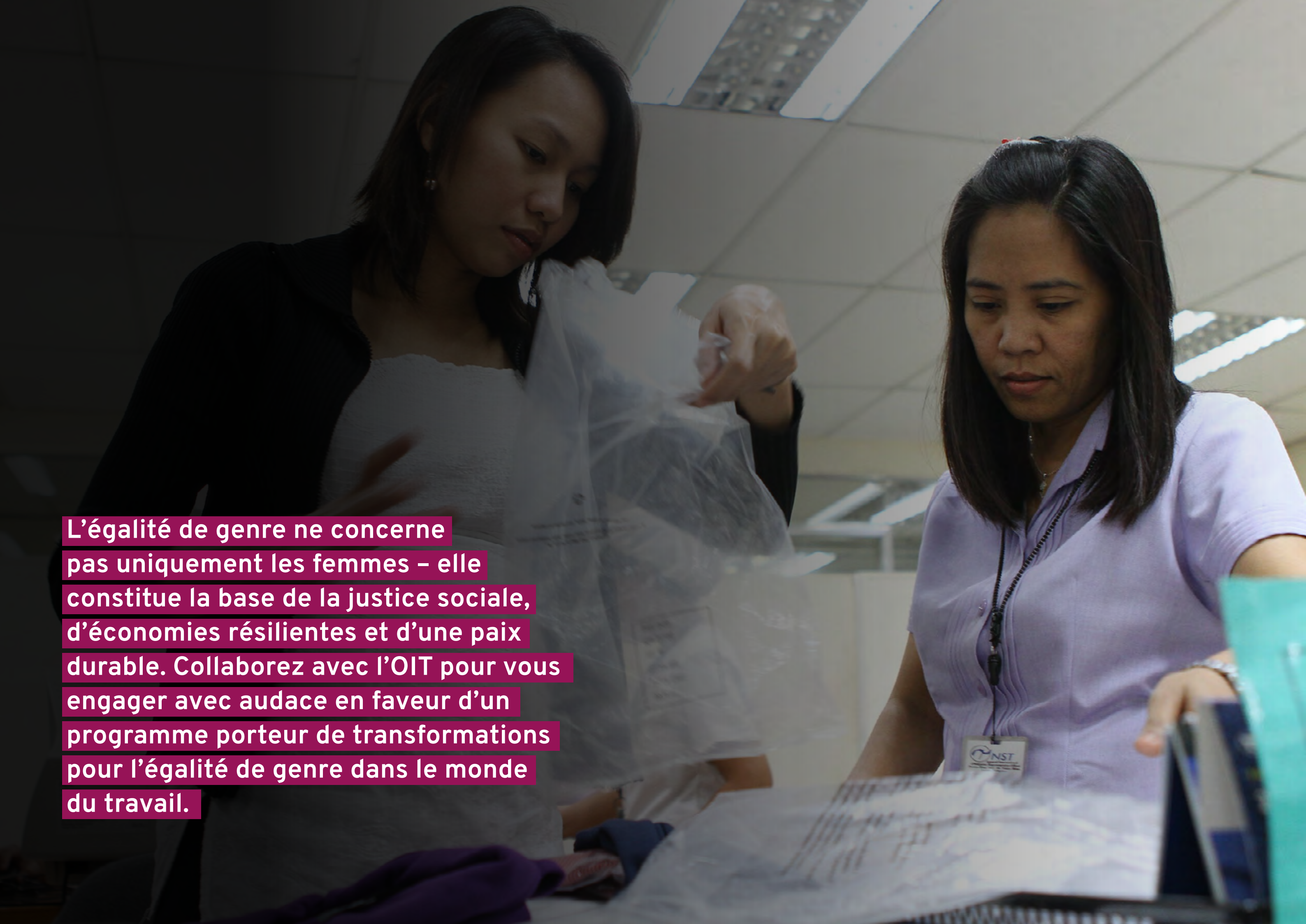
L'histoire inspirante de Mary montre comment l'éducation et l'entrepreneuriat peuvent transformer la vie des femmes massaïs au Kenya, en leur permettant de se libérer des contraintes traditionnelles, de contribuer à leurs ménages et de devenir des porte-parole du changement dans leurs communautés. Ce parcours reflète le pouvoir de l'éducation et de l'action collective dans la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes afin de leur permettre d'exprimer tout leur potentiel.



“

Aujourd'hui, nous sommes libres, en tant que femmes, de gérer notre propre entreprise. Chaque femme peut apporter quelque chose à son foyer et le déposer sur la table, aussi peu soit-il. C'est donc un grand changement. Nous ne vivons plus comme avant.

Mary Nkisonkoi, facilitatrice communautaire et entrepreneure

A photograph of two women in a workshop setting. The woman on the left, wearing a black top, is holding and examining a piece of white fabric. The woman on the right, wearing a light purple button-down shirt and a lanyard with an 'NST' ID badge, is also looking down at the fabric. They appear to be engaged in a collaborative task, possibly related to garment production or textile research. The background shows a typical industrial or workshop environment with a tiled ceiling and some equipment.

L'égalité de genre ne concerne pas uniquement les femmes – elle constitue la base de la justice sociale, d'économies résilientes et d'une paix durable. Collaborez avec l'OIT pour vous engager avec audace en faveur d'un programme porteur de transformations pour l'égalité de genre dans le monde du travail.

Favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et le développement des compétences



Chiffres clés

77%

Le défi

Les changements mondiaux tels que la technologie, les changements climatiques et les événements comme la pandémie de COVID-19 redéfinissent le travail et peuvent entraîner des inadéquations de compétences et du chômage – lorsqu'ils recrutent, par exemple, 77 pour cent des employeurs ne trouvent pas les compétences qu'ils recherchent. Pour y remédier, il est essentiel d'investir dans l'apprentissage tout au long de la vie.

4,811 jeunes

Notre impact

Au Bangladesh, 4 811 jeunes, hommes et femmes, ont suivi une formation dans le domaine de l'EFTP, 1 875 ont reçu une formation à l'entrepreneuriat et 2 748 travailleuses et travailleurs ont reçu une certification grâce au système de validation des acquis de l'expérience (VAE). En outre, 2 925 jeunes sont devenus formateurs dans le secteur de l'EFTP et 690 instructeurs ont été formés à l'apprentissage mixte et à l'apprentissage en ligne.

225 millions de dollars

Ce dont nous avons besoin

L'OIT a besoin d'environ 225 millions de dollars É.-U. pour le financement de la phase 2022-2025 de sa Stratégie en matière de développement des compétences et d'apprentissage tout au long de la vie, dont plus de 80 pour cent pour les initiatives au niveau des pays et près de 40 pour cent pour le développement des capacités. Pour la phase 2023-2025, un montant supplémentaire de 65 millions de dollars est à mobiliser; 28,7 millions de dollars ont été mobilisés à cette fin en 2021 et 11 millions au début de 2022.

“

Le développement des compétences est une composante essentielle pour la réalisation de la justice sociale. Des systèmes efficaces et inclusifs de développement des compétences et d'apprentissage tout au long de la vie sont des facteurs clés du développement humain et du travail décent pour tous.

Gilbert Houngbo, Directeur général de l'OIT

Normes internationales du travail

[La convention \(n°142\) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975](#) met l'accent sur la mise en valeur des ressources humaines et des compétences en milieu de travail. Elle souligne l'importance d'investir dans le capital humain et de le promouvoir par une formation, une éducation et une orientation professionnelle efficaces, dans le but d'améliorer les compétences et l'employabilité de la main-d'œuvre. Les États Membres sont encouragés à mettre en œuvre des politiques et des programmes globaux qui facilitent l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie, en reconnaissant qu'une main-d'œuvre qualifiée et adaptable contribue à la croissance économique, à la création d'emplois et à l'amélioration des conditions du marché du travail.

[La recommandation \(n°195\) sur la mise en valeur des ressources humaines, 2004](#) offre un éclairage précieux sur les aspects cruciaux de la mise en valeur des ressources humaines. Elle présente des suggestions et des recommandations portant sur diverses questions sociales et de travail, qui servent de piliers essentiels à la formulation de stratégies et de politiques dans le domaine de la formation, des relations de travail et dans le monde du travail en général. La recommandation souligne notamment le rôle central de la formation dans le développement économique et social de chaque pays. Elle insiste sur l'interdépendance entre la formation et le travail décent et souligne la nécessité de créer des processus et des systèmes de formation efficaces et efficients.

[La recommandation \(n°208\) sur les apprentissages de qualité, 2023](#), marque une avancée significative dans la promotion d'une éducation de qualité et du travail décent. Cette norme internationale souligne le rôle crucial des apprentissages de qualité pour relever les défis du monde du travail. Elle coïncide avec des objectifs généraux tels que l'amélioration de la productivité, de la résilience, des transitions et de l'employabilité en général.

L'action de l'OIT dans le domaine du développement des compétences

L'apprentissage tout au long de la vie favorise une transformation structurelle réussie de l'économie ainsi que la justice sociale.

Élaboration et mise en œuvre de politiques en matière de compétences et d'organismes sectoriels de compétences

L'OIT accompagne activement ses mandants dans l'élaboration de compétences nationales et sectorielles et de stratégies d'apprentissage tout au long de la vie. Cet effort comprend un appui à la rédaction de documents, au diagnostic des politiques, à la conception de la gouvernance, aux solutions de financement et au renforcement des capacités institutionnelles. Des outils tels que le guide à l'usage des organismes sectoriels de compétences sont disponibles et permettent aux mandants de définir et de gérer des organismes sectoriels chargés de coordonner des fonctions telles que la collecte de renseignements sur les compétences et la définition tripartite des programmes d'études et des qualifications.



Resource Guide for Sector Skills Bodies (SSBs)

[Guide à l'usage des organismes sectoriels de compétences \(SSB\)](#)

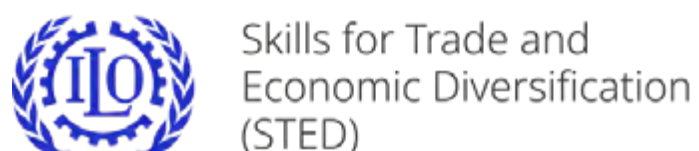
Ce guide de ressources vise à améliorer l'implication des secteurs dans la gouvernance et l'exploitation des systèmes de compétences. Il est destiné aux organismes et aux

individus impliqués dans la création d'organismes sectoriels de compétences (SSB). Le guide aborde les principaux aspects liés à la création et au fonctionnement des SSB tripartites, explore les mandats et structures à caractère international et décrit les actions clés en vue d'améliorer la création de SSB pérennes.



Numérisation des systèmes d'EFTP et de compétences

Ce rapport conjoint OIT-UNESCO offre une perspective globale de haut niveau au sujet des retombées de la numérisation sur les systèmes d'EFTP et de compétences. Il synthétise les enseignements tirés de consultations avec les principales parties prenantes de divers pays et organisations internationales. Le rapport aborde les implications de la numérisation sur la gestion, la fourniture, l'évaluation et la certification de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP). L'étude brosse un tableau complet de la situation à travers les exemples de pays tels que le Brésil, le Ghana, l'Inde, le Kenya, la Malaisie, Malte, Maurice, la Nouvelle-Zélande, la Slovaquie, la Turquie et les États-Unis.



Compétences pour le Commerce et la Diversification Économique (STED)

Le programme STED apporte une assistance technique visant à aligner le développement des compétences sur les stratégies sectorielles de croissance des exportations, de diversification économique et de création d'emplois. Il fournit des orientations stratégiques aux fins de l'intégration des processus de développement des compétences dans les politiques sectorielles, et soutient ainsi les secteurs économiques offrant des potentialités en matière d'exportation. Le programme évalue la compétitivité des secteurs, définit des scénarios de croissance, identifie les capacités commerciales nécessaires, anticipe les fluctuations de la demande de main-d'œuvre et formule des recommandations politiques pour combler les déficits critiques de compétences à différents niveaux.



Au-delà des apparences: Petit Loup, une force de résilience et d'indépendance

Triompher de l'obscurité: le parcours de Petit Loup

Bi Qiting, alias «Petit Loup», a perdu la vue à l'âge de 14 ans. Malgré les défis et les attentes de la société, elle a poursuivi sa passion pour la natation et est devenue athlète professionnelle. Elle a remporté plusieurs médailles, mais une blessure en 2018 l'a contrainte à revoir ses plans. En 2020, Petit Loup a rejoint un programme de formation professionnelle qui lui a enseigné des compétences essentielles et procuré un sentiment d'appartenance. Elle a repris confiance et décidé de devenir maître-nageur afin de donner aux personnes handicapées les moyens de sortir de chez elles et de profiter davantage de leur vie.

Le grand saut dans l'indépendance: la vision de Petit Loup

Son certificat de plongée en poche, Petit Loup a décidé de remettre en question les idées préconçues à propos de ses limites en tant que non-voyante. Lorsqu'elle dispense ses cours, elle emploie des méthodes d'enseignement innovantes, qui démontent que le handicap n'est pas un frein à la compétence. Son message est un message de résilience et de détermination, encourageant les jeunes handicapés à sortir de leur zone de confort pour découvrir un monde qui a tant d'opportunités et d'amitiés à offrir.

Franchir les obstacles: et demain?

Le prochain objectif de Petit Loup sera d'obtenir un certificat de plongeur en apnée, car son souhait est de découvrir les merveilles de la mer. Malgré le scepticisme autour d'elle, elle reste déterminée à prouver que sa cécité ne diminue en rien sa capacité à explorer et à profiter de la vie. L'histoire de Petit Loup ne se résume pas aux défis personnels qu'elle se lance; elle veut remettre en question la perception du handicap au sein de la société. Son parcours illustre le pouvoir de la détermination et de la résilience et la capacité à redéfinir son identité au-delà du handicap. Alors qu'elle continue à franchir les obstacles qui se dressent sur son chemin, l'histoire de Petit Loup inspire d'autres personnes confrontées à des obstacles similaires et les exhorte à se concentrer sur ce dont elles sont capables, plutôt que sur ce dont la société les croit incapables.



“

Aux jeunes porteurs d'un handicap, je tiens à dire que le monde extérieur n'est pas aussi effrayant que vous pouvez l'imaginer. Il regorge de nouvelles découvertes à vous proposer.

Bi Qiting, alias «Petit loup», maître-nageur à Guangzhou, en Chine



Accroître l'investissement dans le développement des compétences et l'apprentissage tout au long de la vie ne doit pas être appréhendé uniquement du point de vue des coûts générés, mais comme un investissement dans l'avenir. Aidez l'OIT à façonner un avenir dans lequel l'apprentissage tout au long de la vie autonomise les individus, soutient la croissance économique et crée des systèmes de compétences résilients, parés pour l'avenir.

Pour aller plus loin

Rejoignez la Coalition mondiale pour la justice sociale



Examinez de plus près le paysage de la coopération au développement de l'OIT.

- [Visitez le site Web de l'OIT pour en savoir plus sur les partenariats avec l'Organisation dans le monde entier grâce aux liens proposés vers des publications récentes, des articles d'actualité et des informations sur diverses initiatives mondiales.](#)
- [Explorez cette plateforme visuelle interactive qui fournit des données en temps réel sur qui finance quoi et où.](#)



Organisation
internationale
du Travail

Plaidoyer
Bureau international du Travail
4 rue des Morillons, Genève 22, Suisse, CH-1211
Tél: +41227997512

partnerships@ilo.org
ilo.org/business-case